

AKTUELL

LUTTES SOCIALES

Un air de printemps

Luc Caregari

Le 1er Mai n'est plus très loin, et l'OGBL semble vouloir préparer un printemps chaud pour le gouvernement. Pas étonnant, vu les écarts qui se creusent.

Pour André Roeltgen, la nouvelle tête de l'OGBL, ce sera la première fois qu'il mènera son syndicat vers le traditionnel 1er Mai. Et il semble déjà aiguïser les couteaux pour en découdre avec la politique sociale et fiscale du gouvernement. Lors de la conférence de presse de mardi dernier, à l'issue du comité national du syndicat, Roeltgen a commencé son intervention avec un long sermon sur la situation en Grèce, concluant que l'OGBL aurait « la responsabilité de dire au gouvernement de porter le message à Bruxelles qu'il faut en finir avec le boycott d'un gouvernement démocratiquement élu, et que l'attitude des institutions européennes devrait définitivement changer par rapport à la Grèce ». Même combat contre la présidence européenne qui s'annonce, vu que Roeltgen a enchaîné en fustigeant le « plan Juncker » sur les investissements européens, qui ne serait pas suffisant : « Je trouve cela anormal de parler, dans de telles conditions, de compétitivité. À politique inchangée, il n'y aura bientôt plus grand-chose dans quoi investir. »

Et pour tenter d'infléchir cette politique, Roeltgen aura l'occasion de s'entretenir lundi prochain avec le gouvernement et le patronat au sujet des « prérecommandations » de la Commission européenne pour le semestre européen - dont le grand rendez-vous est en avril, quand le gouvernement doit présenter ses « mesures de stabilité » et ses réformes. En aval, la Commission a déjà critiqué le coût unitaire nominal des salaires, l'indexation et la réforme des pensions de 2012, jugée trop peu ambitieuse - des reproches que l'OGBL ne veut pas accepter. Tout comme la recommandation de Bruxelles de prélever encore plus d'impôts indirects, qui est incompatible avec l'annonce du gouvernement de réformer le système pour plus de justice sociale - il serait peut-être temps de rappeler aux socialistes leur promesse d'un impôt sur la fortune.

Mais pour payer des impôts, il faut d'abord travailler ; et, dès les négociations entre les syndicats, le gouvernement et le patronat, Roeltgen tire un bilan qu'il qualifie de



modeste. Concernant le congé parental, le syndicat n'est pas contre une flexibilisation, mais à condition que tous les salarié-e-s aient droit aux mêmes indemnités indépendamment des sommes qu'ils gagnent. Mais le bât blesse par contre au niveau de la protection de l'emploi et du maintien dans l'emploi, où le patronat bloquerait toute avancée vers une réforme. Il est vrai aussi que le ministre Schmit préfère vendre l'Adem comme « un service provider au service de l'UEL », comme il l'a formulé au cours d'une conférence la semaine dernière au cours de laquelle il a expliqué comment le patronat envisage de créer 5.000 emplois dans les années qui viennent, qu'écouter les revendications syndicales. L'écart entre le ministre socialiste et « son » syndicat maison est en tout cas en train de se creuser.

Comme le prouvent aussi les remarques de Roeltgen sur le nouveau régime des préretraites - « insuffisant », selon le patron de l'OGBL - ou encore sur la formation professionnelle et continue où il y aurait trop de contraintes. D'ailleurs, l'OGBL revendique toujours une unification des services de la médecine du travail pour éviter que, dans ce domaine aussi, les patrons en fassent à leur guise.

Quant à la réforme des chèques-service, annoncée dans le projet de loi sur la jeunesse, l'OGBL est aussi sur ses gardes : la valeur des chèques a baissé depuis 2012, le nouveau taux unique profiterait uniquement aux grandes structures et enfin le contrat collectif doit être appliqué à toutes les structures.

On le voit, le plus grand syndicat du pays n'est pas vraiment prêt à lâcher face à un gouvernement encore plus sous la houlette du monde de la finance et du dogmatisme néolibéral que le précédent.

SHORT NEWS

Justice européenne: l'exclusion a ses limites

(lc) - Comme l'a démontré l'affaire « Dano » (woxx 1293), la justice européenne n'est pas trop clément avec les personnes accusées de « tourisme social ». Pourtant, les conclusions de l'avocat général Melchior Wathelet dans une récente affaire opposant à nouveau un « Jobcenter » allemand à une famille immigrée pointent dans une autre direction. Alors que dans l'affaire « Dano », la Cour de justice européenne avait donné raison à l'État allemand qui refusait des allocations à une mère accompagnée par son fils parce qu'elle n'était ostentatoirement pas à la recherche d'un travail, le cas présent est différent. Non seulement les deux plaignantes et citoyennes suédoises Nazifa et Sonita Alimanovic avaient travaillé pendant un peu moins d'un an en Allemagne, et ce à partir de leur arrivée, mais elles étaient restées à disposition du « Jobcenter » pour de nouvelles affectations après la fin de leurs boulots d'intérim, voire des mesures d'insertion professionnelle qu'elles avaient suivi. Il semble donc, qu'au moins en ce qui concerne « l'immigration utile », la Cour de Justice Européenne laisse parler la raison avant la rentabilisation.

Caritas gegen Sparen und für Urlaub

(avt) - Keine Sparmaßnahmen bei den Familienzulagen, so der Konsens der Kritiker auf die im Zukunftspak (2014) vorgestellten Maßnahmen zur Reform des Congé parental. In einer Stellungnahme geht nach dem Aufschrei ihres Sprecher Robert Urbé nun die Caritas im Detail auf die geplante Abschaffung der „Allocation d'éducation“ ein und setzt diese im Verhältnis zum nur halb so oft beanspruchten Congé parental. In dem Positionspapier wird festgestellt: dass nicht jede nicht-erwerbstätige Frau, ihre Situation selbst gewählt habe; so gebe es weder ausreichend Arbeitsplätze, noch Kinderkrippen und Maison Relais. Beim Bezug der Allocation d'éducation bei gleichzeitiger Erwerbstätigkeit zeige sich, dass dem oft ein materielles Problem zu Grunde liege, weswegen der Wegfall der Familienzulagen in vielen Fällen zu einem Bezug von RMG führe. Auf jeden Fall sei es notwendig, so die Caritas, den Congé parental zu reformieren. So sollten die Zugangsbedingungen verbessert und flexibilisiert werden. Derzeit beträgt die Anzahl derer, die einen solchen Urlaub in Anspruch nehmen, ohnehin nur ein Prozent, weswegen der Sozialverband unter anderem Sensibilisierungskampagnen - gerade auch für Vorgesetzte - vorschlägt.

Dress for Success/Adem: Gratis Outfit am Mittwoch

(rg) - Wenn schon nicht die Quote, dann soll bei weiblichen Jobsuchenden wenigstens das richtige Outfit die Chancen auf eine Anstellung erhöhen. Umgeben von traumhaft gestylten Damen präsentierte Arbeitsminister Nicolas Schmit diese Woche die frisch beschlossene Joint-Venture zwischen der Adem und der aus den USA stammenden Initiative „Dress for Success“. Unter der Bedingung, dass arbeitslose Frauen schon zu einem Vorstellungsgespräch eingeladen sind, stellt sie diesen nicht nur ein passendes Outfit zur Verfügung, sondern besorgt auch die Rundumerneuerung - von den adäquat gestutzten Haarspitzen bis zu den dezent konservativ lackierten Nägeln - damit auch ja nichts schief geht. Wie die woxx erfahren hat, sollen am kommenden Mittwoch in einer Sonderaktion auch diejenigen Frauen einbezogen werden, die noch keine Einladung zu einem Gespräch vorweisen können. Sie müssen dafür zwischen 9 und 10 Uhr bei der Adem vorstellig werden. Gekoppelt ist diese Aktion mit dem „Fit for the Army Day“: Angeregt durch eine kürzlich ergangene Anfrage der LSAP-Abgeordneten Claudia Dall'Agnoll, stellt die Adem am selben Tag auch mögliche Karrieren bei der Armee vor. Auch hier können Interessentinnen sich angemessen stylen lassen. Also: ob Business-Kostüm oder Battledress, für jede ist etwas dabei. Aber nicht allen gefällt das. „Gambia zeigt einmal mehr, dass Männer aus ihren angestammten Berufen gejagt werden sollen!“, schimpft der ADR-Abgeordnete Fernand Kartheiser. Deshalb ruft seine Partei zu einer Kundgebung zur gleichen Zeit am gleichen Ort auf, um gegen die Benachteiligung der männlichen Adem-Klienten zu protestieren.